JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à 'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

- 1978
25 oct. — Ordonnance n° 78-38 portant ratification de l'accord conclu entre la République togolaise et le Fonds Africain de Développement relatif au prêt complémentaire d'un montant de 5.000.000 UC signé à Abidjan le 7 juillet 1978. 555

DECRETS

- 1978
31 oct. — Décret n° 78-119 portant approbation du budget du Rassemblement du Peuple Togolais gestion 1979. 555
31 oct. — Décret n° 78-120 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. 555
2 nov. — Décret n° 78-121 portant dissolution du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale. 555

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Arrêtés et décisions portant promotion, engagements, nomination, admission et désignation de fonctions. 556

MINISTERE DE L'INTERIEUR

- 1978
30 oct. — Arrêté n° 130-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes. 556
30 oct. — Arrêté n° 131-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions. 557
30 oct. — Arrêté n° 132-INT-CAB-BEL portant création de trois postes de police dans la circonscription administrative de Badou. 556

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

- 1978
23 oct. — Décision n° 2081-MFE-FO accordant une subvention au comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation, année 1978. 557
24 oct. — Décision n° 2088-MFE-FCS accordant une subvention au ministre de la jeunesse, des sports et de la culture 557
24 oct. — Décision n° 2089-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre de la construction et du logement (C.C.L.). 557
24 oct. — Décision n° 2092-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation des Nations Unies. 557
24 oct. — Décision n° 2093-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du bureau international du travail (BIT). 557
24 oct. — Décision n° 2094-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre africain de formation et de recherches administratives pour le développement (CAFRAD). 558
24 oct. — Décision n° 2095-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du R.P.T. 558

24 oct. — Décision	n° 2101-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'association internationale pour le développement de la documentation des bibliothèques et des archives en Afrique (AIDBA).	558
24 oct. — Décision	n° 2102-MFE-FCS accordant une subvention à l'université du Bénin année 1978.	557
24 oct. — Décision	n° 2103-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du conseil international de l'action sociale.	558
24 oct. — Décision	n° 2106-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'assemblée consultative ACP/CEE.	558
26 oct. — Décision	n° 2113-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du secrétariat général des Etats A.C.P. à Bruxelles (Belgique).	558
26 oct. — Décision	n° 2114-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'union internationale des télécommunications (U.I.T.).	558
26 oct. — Décision	n° 2116-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la présidence de la République.	558
26 oct. — Décision	n° 2117-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre régional de l'enseignement et de l'apprentissage maritime (CREAM).	559
26 oct. — Décision	n° 2118-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation mondiale du tourisme (OMT).	559
26 oct. — Décision	n° 2119-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation des Nations Unies.	559
26 oct. — Décision	n° 2120-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture.	559
26 oct. — Décision	n° 2121-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation de l'aviation civile internationale — OACI.	559
27 oct. — Décision	n° 2125-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'académie diplomatique internationale (ADI).	559
27 oct. — Décision	n° 2126-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation des Nations Unies.	559
27 oct. — Décision	n° 2127-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation internationale de police criminelle Interpol (O.I.P.).	559
27 oct. — Décision	n° 2128-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation de l'unité africaine (OUA).	560
27 oct. — Décision	n° 2129-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la commission africaine de l'aviation civile (CAFAC).	560
27 oct. — Décision	n° 2130-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation internationale contre le criquet migrateur africain (OICMA).	560
27 oct. — Décision	n° 2131-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut de transport aérien (I.T.A.).	560
27 oct. — Décision	n° 2132-MFE-FO portant autorisation de mandatement d'une subvention au nom du trésorier-payeur.	557
27 oct. — Décision	n° 2133-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut africain de développement économique et de planification (I.D.E.P.).	560
27 oct. — Décision	n° 2134-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut international du froid (I.I.T.).	560
6 nov. — Décision	n° 2164-MFE-FCS accordant une subvention à la croix rouge togolaise au titre de l'année 1978.	557
Décisions portant octroi d'allocations scolaires.		560

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1978		
17 oct. — Arrêté n° 994-MTFP	portant promotion dans le corps du personnel de la magistrature.	561
Arrêté n° 1155-MJFPT	du 22 novembre 1977 portant promotion (rectificatif).	561

Arrêtés et décisions	portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachements, changement de corps, constatation d'absences irrégulières, acceptation de démissions, révocations, licenciements, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant détachement, suspension de fonctions.	561
----------------------	--	-----

MINISTERE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décision	portant nomination.	577
----------	---------------------	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1978		
26 oct. — Arrêté n° 54-MENRS	portant création d'écoles.	577
Arrêté interministériel	et arrêtés portant octroi de diplômes et nomination.	577

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté	portant nomination.	578
--------	---------------------	-----

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Décision	portant affectations et nominations.	578
----------	--------------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1978		
24 oct. — Arrêté n° 395-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson K. Têvi (Jules).	579
26 oct. — Arrêté n° 400-MFE-CR	portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gnidoté Amoussou.	579
26 oct. — Arrêté n° 401-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à M. Sabi Asmard.	579
26 oct. — Arrêté n° 402-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah Logossou (Faustin).	580
26 oct. — Arrêté n° 403-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à M. Johnson Akouëtè (Patrice).	580
26 oct. — Arrêté n° 404-MFE-CR	portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Messan-Placca Latévi Zogolo.	580
26 oct. — Arrêté n° 407-MFE-CR	portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Nassirou Soumanou Ibourahim.	580
26 oct. — Arrêté n° 408-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à M. Djossou Akouëté.	581
26 oct. — Arrêté n° 410-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à Mme Edoh Ekoua Enyonam (Esther Julie).	581
31 oct. — Arrêté n° 411-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à M. Alognikou N'Déhouan (René).	581
31 oct. — Arrêté n° 413-MFE-CR	portant concession d'une pension de retraite à M. Amégan Komi.	581
Arrêté n° 150-MFEP-MF-CR	du 5 mai 1970 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tété (Clément), (rectificatif).	582
Arrêtés	portant approbation de rôles.	582

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

1978		
16 oct. — Arrêté n° 16-MTPM-CAB-TP	portant mise en régie des travaux de construction d'un centre de santé à Agbodrafo.	584

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres	(Construction du centre national de santé familiale de Bè — Lomé).	584
Avis de perte	de titre foncier.	586

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS****ORDONNANCES**

ORDONNANCE N° 78-38 du 25 octobre 1978 portant ratification de l'accord conclu entre la République togolaise et le Fonds Africain de Développement relatif au prêt complémentaire d'un montant de 5.000.000 UC signé à Abidjan le 7 juillet 1978.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est ratifié l'accord relatif à un prêt complémentaire d'un montant de cinq millions d'unité de compte (5.000.000 UC) signé le 7 juillet 1978 à Abidjan entre la République togolaise et le Fonds Africain de Développement pour le financement de la route Sokodé-Bassar.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 25 octobre 1978
Général d'Armée G. Eyadéma

D E C R E T S

DECRET N° 78-119 du 31 octobre 1978 portant approbation du budget du Rassemblement du Peuple Togolais gestion 1979.

LE PRESIDENT FONDATEUR DU RASSEMBLEMENT
DU PEUPLE TOGOLAIS, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du secrétaire administratif du Rassemblement du Peuple Togolais ;
Vu le statut du Rassemblement du Peuple Togolais ;
Vu la Résolution du Conseil National du R.P.T., tenu à Lomé les 3 et 9 mai 1978 ;
Vu le décret n° 78-50 du 1^{er} juin 1978 portant relèvement du taux et prélèvement des cotisations au R.P.T. sur les traitements et salaires,

D E C R E T E :

Article premier — Le budget du Rassemblement du Peuple Togolais, gestion 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : Un milliard six cent quarante six millions trois cent quatre vingt mille cent cinquante neuf (1.646.380.159) francs.

En dépenses à la somme de Deux cent soixante onze millions sept cent quarante neuf mille huit cent vingt deux (271.749.822) francs, laissant apparaître un excédent prévisionnel de recettes de un milliard trois cent soixante quatorze millions six cent trente mille trois cent trente sept (1.374.630.337) francs.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1978
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 78-120 du 31 octobre 1978 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

D E C R E T E :

Article premier — M. Ayi M. Ajavon est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 octobre 1978
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 78-121 du 2 novembre 1978 portant dissolution du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du travail et de la fonction publique ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 73-39 du 12 novembre 1973 instituant un code de sécurité sociale ;
Vu le décret n° 73-218 du 12 novembre 1973 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la caisse nationale de sécurité sociale ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Le conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale est dissout pour mauvaise gestion du patrimoine immobilier de la caisse.

Art. 2. — Tous les contrats de vente, de location vente ou de location simple concernant les villas de la caisse nationale de sécurité sociale sis à Lomé Tokoin et à Lama-Kara sont caduques.

Art. 3. — Les gains spéculatifs obtenus par les preneurs du fait de la sous-location des villas devront être reversés à la caisse nationale de sécurité sociale.

Art. 4 — Le ministre du travail et de la fonction publique et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1978
Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotion

Arrêté n° 41/PR/MDN du 5-10-78 — A compter du 1^{er} octobre 1978 le sous-lieutenant Bataka, Wié-Mbanéwar est promu au grade de lieutenant échelon 2 indice 1550 dans les forces armées togolaises.

Engagements

Décision n° 224/PR/MDN du 19-9-78 — Les élèves dont les noms suivent sont engagés dans l'armée nationale togolaise pour compter du 1^{er} septembre 1978 et affectés pour ordre au régiment de soutien et d'appui comme soldats de 2^e classe PDL.

78-01-4608 Alofa-Kponve Foly Nossi
78-02-4609 Ogoù Koffi Monsi.

Décision n° 258/PR/MDN du 5-10-78 — Les élèves dont les noms suivent sont engagés dans l'armée nationale togolaise à compter du 1^{er} octobre 1978 et affectés pour ordre au régiment de soutien et d'appui comme soldats de 2^e classe PDL.

71-03-4610 Soka Yaodem
78-01-4611 Mompion Matéindou
78-03-4612 Lemou Tchalo Péssékim
78-04-4613 Lare Monitché.

Nomination

Arrêté n° 40/PR/MDN du 5-10-78 — Les élèves-officiers Attipou Kodjo et Teko-Agbo Gagnon de l'escadron nationale togolaise, actuellement en stage de formation sont nommés aspirants — échelon 1 indice 700 pour compter du 1^{er} septembre 1978 dans les forces armées togolaises.

Admission

Décision n° 239/PR/MDN du 19-9-78 — L'élève togolais Gnassingbé Essonam est admis à suivre le cours préparatoire à l'école spéciale militaire qui se déroulera au collège militaire d'Aix-en-Provence (France) pour compter du 4 septembre 1978.

L'intéressé reçoit application de la décision n° 44/PR/MDN en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire française au Togo assurera la mise en route de cet élève togolais à destination d'Aix-en-Provence (France), vols RK 25/RK 48 du 4 septembre 1978.

Désignation de fonctions

Décision n° 374/PR/MDN du 11-10-78 — Le commissaire-capitaine A. Chabbert est désigné comme directeur adjoint, par intérim, à la direction des services des forces armées togolaises à compter du 1^{er} octobre 1978.

Le commissaire-capitaine A. Chabbert est accrédité auprès du comptable du trésor public de Lomé en vue de signer les titres de dépenses et de recettes intéressant les forces armées togolaises ainsi que les pièces afférentes aux opérations de trésorerie s'y rattachant.

Le spécimen de signature du commissaire-capitaine A. Chabbert sera porté sur les exemplaires de la présente décision destinée au trésorier-payeur du Togo.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 132/INT/CAB/BEL du 30 octobre 1978 portant création de trois postes de police dans la circonscription administrative de Badou.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 portant attributions du ministre et organisation du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 60-59 du 18 juin 1960 portant création et organisation de la sûreté nationale togolaise et les textes subséquents ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du directeur de la sûreté nationale,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé dans la circonscription administrative de Badou trois postes de police implantés dans les localités suivantes :

- a) Kougnohou
- b) Doumé
- c) Kessibo-Wawa.

Art. 2 — Les postes de police ainsi créés sont essentiellement chargés du contrôle des étrangers. Toutefois, ils assurent la police préventive et répressive en étroite liaison avec le commissariat de police de Badou dont ils relèvent.

En cas de besoin, ils peuvent collaborer directement avec les autres services de sécurité (gendarmerie, douane).

Art. 3 — Le directeur de la sûreté nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1978

K. T. D. Laclé

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 130-INT-SG-DSTCL du 30/10/78 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpalimé,

Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1978 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1977 pour faire face aux dépenses du mois d'octobre 1978.

Arrêté n° 131-INT-SG-DSTCL du 30/10/78 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogang, Tabligbo, Tsévié, Kloto, Notsé, Atakpamé, Amlamé, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kanté, Mango et Dapaon, exercice 1978 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1977 pour faire face aux dépenses du mois d'octobre 1978.

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Subventions

Décision n° 2081-MFE-FO du 25/10/78 — Une somme de cinq millions quatre cent soixante neuf mille neuf cents (5.469.900) francs est accordée au comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation au titre de la première tranche de la subvention de l'Etat, année 1978.

Le montant de cette somme sera mandaté et viré au compte hors budget n° 115-44 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom dudit comité.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 46, article 12.

Décision n° 2088-MFE-FCS du 24/10/78 — Une subvention de quatre millions cinq cent mille (4.500.000) francs CFA est accordée au ministre de la jeunesse des sports et de la culture pour lui permettre de faire héberger, restaurer et préparer les équipes nationales sportives encadrées par deux experts de la coopération allemande.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30.176 ouvert auprès de l'Union Togolaise de Banque (U.T.B.) à Lomé, au nom de l'université du Bénin qui assure la gestion.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 46 article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2102-MFE-FCS du 24/10/78 — Une somme de deux cent millions (200.000.000) de francs CFA, représentant la troisième tranche de la subvention de fonctionnement est accordée à l'université du Bénin au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo au nom de l'université du Bénin à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 46, article 16.

Décision n° 2164-MFE-FCS du 6/11/78 — Une subvention de huit cent mille (800.000) francs CFA est accordée à la croix rouge togolaise au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30019 ouvert auprès de l'union togolaise de Banque (UTB) au nom de la CRT.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 46, article 10.

Décision n° 2132/MFE/FO du 27-10-78 — Est autorisé le mandatement au nom du trésorier-payeur du Togo à Lomé, de la somme de treize milliards six cent soixante trois millions quatre cent deux mille (13.663.402.000) francs CFA, représentant la subvention du budget général du Togo au budget d'investissement pour la gestion 1978.

La dépense est imputable au budget général du Togo, gestion 1978, chapitre 50, budget d'investissement et d'équipement :

Art. 1 — Engagements antérieurs	3.700.049.000
Art. 2 — Régularisation des paiements effectués	2.638.438.000
Art. 3 — Budget d'investissement	3.761.720.000
Art. 4 — Budget d'équipement	3.563.195.000

Total 13.663.402.000

Cette subvention de treize milliards six cent soixante trois millions quatre cent deux mille (13.663.402.000) francs sera constatée en recette au budget d'investissement, gestion 1978, titre 2, chapitre 1, rubrique h.

Autorisations de paiement

Décision n° 2089/MFE/FCS du 24-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit du centre de la construction et du logement (C.C.L.), de la somme de trois millions six cent vingt sept mille sept cent vingt deux (3.627.722) francs CFA, destinée au paiement de rappel de solde à certains agents dudit centre.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 125 du trésorier-payeur au nom du C.C.L.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 42, article 11.

Décision n° 2092/MFE/FCS du 24-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation des Nations Unies, de la somme de deux cent cinquante huit mille (258.000) francs CFA, soit l'équivalent de 1.075 dollars U.S. représentant le montant de la quote-part contributive du Togo au titre du financement de la force intérimaire au Liban, pour la période allant du 19 mars au 18 septembre 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire «United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL) account n° 015-001458» Chemical Bank, United Nations Branch — New-York N.Y. 10017 (U.S.A.)

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1-b.

Décision n° 2093/MFE/FCS du 24-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit du bureau international du travail (BIT), de la somme de quatre millions cinquante et un mille deux cents (4.051.200) francs CFA soit l'équivalent de 16.880

dollars E.U. représentant le montant du solde dû de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire compte général n° 1 du B.I.T. Genève Irving Trust Company 1, Wall Street New-York, N.Y. 10015 USA.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 2094/MFE/FCS du 24-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit du centre africain de formation et de recherches administratives pour le développement (CAFRAD), de la somme d'un million six cent cinquante six mille (1.656.000) francs CFA, soit l'équivalent de 7200 dollars U.S. représentant la quote-part contributive du Togo au titre de l'année 1978-1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 081-987-5 ouvert auprès de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur Agence de Tanger, Zone Franche (MAROC) au nom du CAFRAD.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2095/MFE/FO du 24-10-78 — Est autorisé le paiement de la somme de trente millions cinq cent trente deux mille six cents (30.532.600) francs, représentant le crédit de 20% retenu sur les dépenses de matériel du RPT.

1° — Fonctionnement	24.532.600
2° — Divers	4.900.000
3° — Pièces de rechange, matériaux et autos	1.100.000
Total	30.532.600

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 143 ouvert au nom du RPT auprès du trésor à Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 2, paragraphe 5 du budget général, gestion 1978.

Décision n° 2101/MFE/FCS du 24-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'association internationale pour le développement de la documentation des bibliothèques et des archives en Afrique (AIDBA), de la somme de deux millions (2.000.000) de francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 500612 G ouvert auprès de l'Union Sénégalaise de Banque (U.S.B.) à Dakar (Sénégal) au nom dudit organisme.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2103/MFE/FCS du 24-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit du conseil international de l'action sociale, de la somme de cinquante huit mille sept cent cinquante (58.750) francs CFA, soit l'équivalent de 250 dollars E.U., représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 230-634-974 ouvert auprès de la Kenya Commercial Bank Limited Government Road, P.O. Box 30081 à Nairobi (Kenya) au nom de « I.C.S.W. Africa Regional Account ».

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2106/MFE/FCS du 24-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de « l'Assemblée Consultative ACP/CEE », de la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 04/5/3200/165.791 ouvert auprès de la Banque Sogenal, 15, Avenue Emile Reuter B.G. N° 2108 — Luxembourg.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2113/MFE/FCS du 26-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit du secrétariat général des Etats ACP, de la somme de huit millions cinq cent quatre vingt dix neuf mille deux cent quatre vingt huit (8.599.288) francs CFA, soit 1.074.911 FB francs belges, représentant les parts contributives du Togo au budget ordinaire 861911 FB et 213000 FB (1.074.911 FB) des Etats ACP pour l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 310.0520951-50/005 ouvert auprès de la Banque Bruxelles Lambert Agence Rond Point Schuman — 1040 — Bruxelles (Belgique).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Rubrique S.G. des Etats ACP =	6.500.000
Rubrique Contributions imprévues =	2.099.288

8.599.288

Décision n° 2114/MFE/FCS du 26-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'union internationale des télécommunications (UIT), de la somme de neuf millions quatre cent quatre vingt mille (9.480.000) francs CFA soit l'équivalent de 62.200 francs suisses, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte ouvert auprès de la société de Banque Suisse Genève au nom du secrétariat général de l'UIT, Place des Nations Ch. 1211, Genève 20 (Suisse).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 2116/MFE/FO du 26-10-78 — Est autorisé le mandatement au nom de la présidence de la République du Togo, de la somme de un million (1.000.000) de francs, en régularisation des fonds mis à sa disposition pour couvrir les dépenses des festivités du 18^e anniversaire de l'indépendance.

La dépense est imputable sur le chapitre 7, article 1 du budget général, gestion 1978.

Décision n° 2117/MFE/FCS du 26-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit du centre régional de l'enseignement et de l'apprentissage maritimes (CREAM), de la somme de cinquante quatre millions neuf cent quarante trois mille deux cent trente huit (54.943.238) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30218 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) Lomé (TOGO) au nom du CREAM.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2118/MFE/FCS du 26-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation mondiale du tourisme (OMT), de la somme de trois millions cent vingt neuf mille vingt quatre (3.129.024) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 41600 000 01 ouvert auprès de la « Banco Atlantico, Agencia 113 Avda Generalísimo, 59 OMT/Fondo General n° 1 à Madrid 16 (Espagne) » au nom de l'OMT.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2119/MFE/FCS du 26-10-78. — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), de la somme de trois millions (3.000.000) de francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre des années :

1978	1.000.000
1976 et 1977 arriérés	2.000.000
	3.000.000.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 900.104 « UNDP Représentative (France) Account » ouvert auprès de la BTCI à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 45, article 3, paragraphe 1 = 1.000.000
2 ... = 2.000.000

Décision n° 2120-MFE-FCS du 26/10/78 — Il est autorisé le paiement au profit du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture, de la somme de trois millions deux cent mille (3.200.000) francs CFA, destinée à couvrir les frais d'organisation des trois (3) sections de la troupe artistique nationale (Ballets, Ensemble Vocal et Théâtre) durant le quatrième trimestre 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 159 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom dudit ministère.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 33, article 5.

Décision n° 2121/MFE/FCS du 26-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de « l'organisation de l'aviation civile internationale — OACI », de la somme de quatre millions quatre cent vingt neuf mille deux cent quatre vingts

(4.429.280) francs CFA, soit l'équivalent de 18.847,80 dollars US, représentant des contributions du Togo, au titre des années :

1977	8.953,80 dollars US
1978	9.894,00 dollars US
	18.547,80 dollars US

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 458/518/8 ouvert auprès de la Banque Royale du Canada — 1140 Ouest Rue Ste Cathérine à Montréal (Quebec, Canada).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1-a (ligne OACI 3.000.000
(ligne ONU 1.429.280

Décision n° 2125-MFE-FCS du 27/10/78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'académie diplomatique internationale (ADI), de la somme de quatre cent quatre vingts mille (480.000) francs CFA, soit l'équivalent de deux mille (2.000) dollars, représentant la contribution du Togo au titre des années 1977 et 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 5177 C ouvert auprès du crédit lyonnais — Agence ZI, rue de courcelles à Paris (France) au nom de l'ADI.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2126/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation des Nations Unies, de la somme de quatre cent vingt trois mille cent trente trois (423.133) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre des programmes suivants: comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale pour la période allant de 1976 à 1978; 1.615 dollars E.U. soit 379.525 francs CFA : Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe pour un montant de 43.608 francs CFA.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 900104_17 ouvert auprès de la BTCI à Lomé au nom du PNUD.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2127/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation internationale de police criminelle interpol (O.I.P.), de la somme de un million cent douze mille cinq cents (1.112.500) francs CFA, soit 8.900 francs suisses, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 31.899.800.001 ouvert auprès du crédit lyonnais — Agence de Genève 1211 Genève 11 (Suisse).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2128/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation de l'Unité Africaine (OUA), de la somme de seize millions trois cent sept mille trois cent cinquante cinq (16.307.355) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978/1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 0110 ouvert auprès de la banque commerciale d'Ethiopie à Addis-Abeba (Ethiopie).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2129/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de la commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), de la somme d'un million cinq cent cinquante huit mille vingt (1.558.020) francs CFA, soit l'équivalent de 6.773,81 dollars E.U. représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 900.033.OACI ouvert auprès de la banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal, 2, avenue Roume — Dakar (Sénégal).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 2130/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'organisation internationale contre le criquet migrateur Africain (O.I.C.M.A.), de la somme de deux millions sept cent quarante cinq mille six cent cinquante (2.745.650) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1977 — 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 738064 R ouvert auprès du crédit lyonnais — agence internationale 75.060 Paris Cédex 02 au nom de l'O.I.C.M.A.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2131/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'institut de transport aérien (I.T.A.), de la somme de cinq cent soixante mille (560.000) francs CFA représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 6233 T ouvert auprès du crédit lyonnais — Agence U, 22 boulevard Saint-Michel 75006 Paris (France) au nom de l'I.T.A.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2133/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'institut africain de développement économique et de planification (I.D.E.P.), de la somme de trois millions sept cent deux mille cent quatre vingt dix (3.702.190) francs CFA, soit l'équivalent de 15.753,86 dollars

E.U., représentant les contributions du Togo au titre des années :

1977 — arriérés 15.000 dollars E.U.

1976 — solde dû 753,86 dollars E.U.

Total : 15.753,86 dollars E.U.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire, compte extérieur n° 900.022 ouvert auprès de la banque internationale pour le commerce et l'industrie au Sénégal (BICIS), 2, avenue Roume, Dakar (Sénégal).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2134/MFE/FCS du 27-10-78 — Il est autorisé le paiement au profit de l'institut international du froid (I.I.F.), de la somme de deux cent quatre vingt dix huit mille huit cent cinquante (298.850) francs CFA, soit 5.977 FF, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire société générale, agence T, 72, avenue de Villiers, 75.017 — Paris (France) au nom dudit institut.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 45, article 3, paragraphe 2.

Allocations scolaires

Décision n° 2143/MF/MENRS du 30-10-78 — Une allocation scolaire de 133.920.000 CFA (cent trente trois millions neuf cent vingt mille CFA) est accordée à l'université du Bénin à Lomé pour servir de paiement des allocations des étudiants boursiers du Togo pour la période d'octobre 1978 à décembre 1978 (soit 3 mois) suivant détail ci-après :

21.600 CFA par étudiant et par mois : 1.550 boursiers
prime annuelle d'équipement : 21.600 CFA par an et par étudiant

— allocations brutes $21.600 \times 3 \times 1.550 = 100.440.000$ CFA
— prime annuelle d'équipement :

$21.600 \times 1.500 = 33.480.000$ CFA

Total 133.920.000 CFA

Le montant de cette allocation sera mandaté et versé par les soins du service des finances du Togo au compte courant n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur en vue du paiement des allocations aux étudiants intéressés.

La dépense est imputable au budget générale exercice 1978, chapitre 47, article 1, paragraphe 3.

Décision n° 2145/MF/MENRS du 30-10-78 — Une somme de 1.649.672 CFA (un million six cent quarante neuf mille six cent soixante douze cfa) est accordée à l'ambassade du Togo à Bruxelles pour servir de paiement des frais de minerval des étudiants boursiers du Togo à Bruxelles.

Le montant de cette somme sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'agent comptable de l'ambassade du Togo à Bruxelles pour le paiement de ces frais auprès des différentes universités.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1978, chapitre 47, article 1, paragraphe 3.

Décision n° 2166/MF/MENRS du 6-11-78 — Une allocation scolaire de 6.990.000 CFA (six millions neuf cent quatre-vingt-dix mille CFA) est accordée à l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé pour servir de paiement des allocations aux 130 élèves boursiers du Togo pour la période de septembre 1978 à décembre 1978 aux élèves de la 1^{re} année et d'octobre 1978 à décembre 1978 pour ceux de la 2^e et 3^e années suivant détail ci-après :

1^{re} année 15.000 CFA par élève et par mois = 76 élèves boursiers

$$15.000 \times 4 \times 76 = 4.560.000 \text{ CFA}$$

$$2^{\text{e}} \text{ et } 3^{\text{e}} \text{ années } 15.000 \times 3 \times 54 = 2.430.000 \text{ CFA}$$

soit un total de 6.990.000 CFA

Le montant de cette allocation sera mandaté et versé par les soins du service des finances du Togo au compte courant n° 015 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur en vue du paiement des allocations aux élèves intéressés.

La dépense est imputable au budget général exercice 1978, chapitre 47, article 9.

MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotion

Arrêté n° 994/MTFP du 17-10-78 — Sont promus au titre des années 1977 et 1978 et pour compter des dates ci-après indiquées, les magistrats dont les noms suivent :

au grade de magistrat du 1^{er} grade 1^{er} échelon

25-8-77 — Jondo Comlan (Moïse), magistrat du 2^e grade 3^e échelon

14-9-77 — Polo Aregba (Alain), magistrat du 2^e grade 3^e échelon

1-4-78 — Lawson Latévi (Georges), magistrat du 2^e grade 3^e échelon

au grade de magistrat du 2^e grade 1^{er} échelon

2-11-77 — Mme Dagadzi Massan (Véronique), magistrat du 3^e grade 4^e échelon

2-11-77 — Apaloo Kossi (Jacques), magistrat du 3^e grade 4^e échelon

2-11-77 — Lawson Fessou Djigbodi (Frédéric), magistrat du 3^e grade 4^e échelon

2-11-77 — Dantey Nyaku (Timothée), magistrat du 3^e grade 4^e échelon.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 2/11/78 à l'arrêté n° 1135/MJFPT du 22 novembre 1977 portant promotion.

Sont promus au titre des années 1976 et 1977 et pour compter des dates ci-dessous indiquées les fonctionnaires du corps du personnel de la radiodiffusion dont les noms suivent :

Cadre des journalistes (catégorie B)

Au grade de journaliste principal 1^{er} échelon

Au lieu de :

1-5-77 — Ayité (Lucien), journaliste de 1^{re} classe 3^e échelon

Lire

1-4-77 — Ayité (Lucien), journaliste de 1^{re} classe 3^e échelon.
Le reste sans changement.

Admissions

Arrêté n° 974/MTFP du 12-10-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 557/MFP du 5 octobre 1971 portant nomination.

M. Klougbo Komi Abotsi (Edmond), titulaire du certificat de formation hôtelière et touristique du lycée d'hôtellerie et du tourisme de Nice (France), qui a en outre suivi le cours des cadres de direction des organismes nationaux de tourisme à l'école supérieure de tourisme de Jérusalem (Israël) est, en attendant la parution du statut du personnel technique du Tourisme et de l'hôtellerie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) et reste mis à la disposition du haut commissaire au tourisme (chapitre 6, article 7, paragraphe 2 du budget général pour compter du 1^{er} septembre 1971 A.C. 4 ans 11 mois 10 jours.

La situation administrative de M. Klougbo est reprise comme suit :

1-9-71 — secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon A.C. 4 a 11 m 10 j

1-9-71 — secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon A.C. 2 a 11 m 10 j

1-9-71 — secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon A.C. 11 m 10 j

21-9-72 — secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon A.C. néant

21-9-74 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon

21-9-76 — secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 975/MTFP du 12-10-78 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle Siekro Akuwa Wodze, la décision n° 3448/MJFPT du 28 décembre 1977 portant engagement.

Mme Motto Akuwa, née Siekro, reçue au concours de monitorat, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant du 1^{er} octobre 1963 au 2 février 1978 inclus en

application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de Mme Motto est reprise comme suit :

monitrice de 3^è classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification
monitrice de 3^è classe 2^è échelon + 4 ans bonification
monitrice de 3^è classe 3^è échelon + 2 ans bonification
monitrice de 3^è classe 4^è échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 976/MTFP du 12-10-78 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat (session de 1976), sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^è classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1977 :

Obympé E. Koffi, moniteur permanent 4^è cat. échelle A
Gogovor Komlan Vinjo (Winfried), moniteur permanent 5^è cat. échelle A

Kedjani Essi (Aurélie), monitrice permanente 3^è cat. échelle C

Gbloenakou Komi Mensah (Vincent), moniteur permanent 3^è cat. échelle A

Tchama Zénabou (née Abdoulaye-Namadou), monitrice permanente 3^è cat. HE

Ayikoué Kangni Hémaro (Richard), moniteur permanent 4^è cat. échelle B

Agbodjan Dovi (Martina), monitrice permanente 4^è cat. échelle A

Gozo Ayovi (Jacqueline), monitrice permanente 2^è cat. échelle B

Accolatsé Adjoko (Léontine) née Fumey, monitrice permanente 3^è cat. échelle A

Koffi Efoua Sénamé (Thérèse), monitrice permanente 3^è cat. échelle B

Baglo Koussou Koami Djogbessi, moniteur permanent 4^è cat. échelle A

Amorin Akua Gnonoufia Bebi (Marie-Reine), monitrice permanente 2^è cat. échelle A

Tchackey Bouraïma Aboudoul (Hamidou), moniteur permanent 4^è cat. échelle C

Doutowogbé Abra Omézimi (Aurélié), monitrice permanente 2^è cat. échelle B

Vovor Adjo Alevi (Agnès), monitrice permanente 3^è cat. échelle C

Feda Komla Dzifa (Zacharie), monitrice permanente 3^è cat. échelle A

Henry Akouvi Mawuena, monitrice permanente 2^è cat. échelle A

Assiakoley Odoé (Jean), moniteur permanent 3^è cat. échelle A

Feda Dovi (Gabriel), moniteur permanent 3^è cat. éch. B

Haden Aboè Abra (Lucie), née Evisou, monitrice permanente 3^è cat. échelle D

Alawo Lassissi, moniteur permanent 2^è cat. échelle A

Abbey Maté (Symphorien), moniteur permanent 2^è cat. échelle A

Tete-Katchan Agbogbodo (Sylvain), moniteur permanent 4^è cat. échelle B

Kouma Koffi (Albert), moniteur permanent 4^è cat. échelle A

Pali Kouloum Payékim (Julienne), monitrice permanente 4^è cat. échelle A

Amenoagbadji Koku, moniteur permanent 3^è cat. échelle D

Kabidé Kolon, moniteur permanent 3^è cat. échelle A

Atsu Adjovi Délali (Adèle), monitrice permanente 3^è cat. échelle A

Kpoffom Kouma (Christian), moniteur permanent 3^è cat. échelle D

Awa Adjoa (Marie-Rose), monitrice permanente 3^è cat. échelle A

Kakoudelia Akpala Wontel (Sévérin), moniteur permanent 2^è cat. échelle C

Bodjona Améyo Amétoyona (Elisabeth), née Comlan, monitrice permanente 3^è cat. échelle B

Assilaméhou Anato Messangan, moniteur permanent 4^è cat. échelle A

Degbe Agbékponou Kouami (Bernard), moniteur permanent 2^è cat. échelle C

Soussoukpo Kossi, moniteur permanent 4^è cat. échelle A

Edi Sena Abra, monitrice permanente 4^è cat. échelle A

Akovi Sossou Koassi (Théophile), moniteur permanent 4^è cat. échelle B

Nahm-Tchougli Arzouma Tanimpo (Odette Antoinette), née Djato, monitrice permanente 3^è cat. échelle D

Adzanyo Adjoyo (Régine), monitrice permanente 2^è cat. échelle B

Solitoke H. Aklah (Innocent), moniteur permanent 3^è cat. échelle A

Danklu Ahansou (Manassé), moniteur permanent 4^è cat. échelle D

Assilehou Koffi (Paul), moniteur permanent 3^è cat. échelle A

Buadu Adzoa Mawusime, monitrice permanente 3^è cat. échelle B

Ali Napo Isso (Eric), moniteur permanent 4^è cat. échelle A

Johnson Efoua (Elisabeth), monitrice permanente 2^è cat. échelle B

Ahité Kokoli Sena Awovi (Marie) née Etse, monitrice permanente 3^è cat. échelle D

Boukari Kouma, moniteur permanent 3^è cat. échelle B

Agbessime Komla Ankutse (Ferdinand), moniteur permanent 4^è cat. échelle A

Gbogblovo Abra Mitsokewo (Elisabeth), monitrice permanente 2^è catégorie échelle A

Awate Agnitou (Antoine), moniteur permanent 3^è catégorie échelle B

Tomikpe Akpanahè Bougentem (Pascal), moniteur permanent 3^è catégorie échelle A

Kpankpa Katokyèm (Alfred Gilbert), moniteur permanent 3^è catégorie échelle A

Toguina Kolona (Rémy), moniteur permanent 3^è catégorie échelle C

Sodou Tchèdiè (Boniface), moniteur permanent 3^è catégorie échelle A

Dissou Edo (Vicentia), monitrice permanente 2^è catégorie échelle A

Douti Lananane (Marie-Thérèse), née Nayati, monitrice permanente échelle A

Bakolia Komi E.S. (Eliphas), moniteur permanent 3^e catégorie échelle B

Tchala Bayélé (Jean-Marie), moniteur permanent 2^e catégorie échelle A

Edewfei Toyi Ayaleka, moniteur permanent 2^e catégorie échelle A

Panessi Toyi (Claude), moniteur permanent 4^e catégorie échelle B

Magnedena Sountouma (Symphorien), moniteur permanent 3^e catégorie échelle A

Tanama Télou (Jérémie), moniteur permanent 3^e catégorie échelle B

Gblao Ladi, moniteur permanent 3^e catégorie échelle B

Togoma Kokoulou Batokiréou (Déo Georgette), monitrice permanente 3^e catégorie échelle C

Alakoum K. Massoba (Jean-Bosco), moniteur permanent 2^e catégorie échelle A

Dongada Mamaï (Michel), moniteur permanent 3^e catégorie échelle A

Namounou Seungué, moniteur permanent 3^e catégorie échelle A

Eha-Kodjo Amevi Sika (Marie-Thérèse), monitrice permanente 4^e catégorie échelle C.

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 977/MTFP du 12-10-78 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle. Akitani Bob Afiavi, la décision n° 1539/MTFP du 7 juillet 1978 portant engagement.

Mlle Akitani Bob Afiavi, comptable mécanographe permanente 6^e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du brevet d'études professionnelles (BEP), est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 11 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 978/MTFP du 12/10/78 — M. de Lattre Selom Kodjo, titulaire du diplôme de capacité en Droit du centre universitaire de Savoie et du certificat de sciences criminelles de la faculté de droit et sciences économiques de l'université de Montpellier (France) est admis dans le corps du personnel judiciaire en qualité de greffier de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 985/MTFP du 12/10/78 — M. Kwadzo-Akpotsui Kwasi Agbéko Dzidzedze Amewoloamé, titulaire de la licence en droit de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin et du diplôme d'études supérieures d'assurances de l'institut international des assurances de Yaoundé (République Unie du Cameroun) est en attendant la parution du statut du personnel des assurances, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1^{er} échelon stagiaire catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 14 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 999-MTFP du 17-10-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 163-MFP du 10 février 1978 portant nomination.

Mlle Kuevidjen Kokoè, titulaire de la maîtrise ès sciences économiques (spécialités : économie générale et relations internationales) de l'Université de Paris I — Panthéon - Sorbonne, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4; paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1000-MTFP du 17-10-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 1198-MJFPT du 9 décembre 1976 portant nomination.

M. Badjala Atabaya, titulaire de la maîtrise d'économie appliquée de l'Université d'Abidjan (République de Côte-d'Ivoire) est, en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires du ministère des finances et de l'économie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre du Plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1001-MTFP du 17-10-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 518-MJFPT du 3 juin 1977 portant nomination.

M. d'Almeida Ayigan-Ayi, titulaire de la licence en droit et du diplôme d'études supérieures en droit public (DES) de l'université de Paris et du diplôme de l'institut international d'administration publique (I.I.A.P.) de Paris, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1450) et mis à la disposition du ministre

des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1002-MTFP du 17-10-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 528-MFP du 23 juillet 1975 portant nomination

M. Gngang Evalou, titulaire du diplôme de technicien supérieur (spécialité : circulation aérienne) de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (République du Niger) est en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 - indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports pour compter du 8 juillet 1974 (budget de l'Asecna).

M. Gngang est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 8 juillet 1976.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature au point de vue de la solde.

Arrêté n° 1008/MTFP du 17/10/78 — Mme Sitti, née Nounsoukpoe Mensa Adjoa Dadagah, titulaire de la licence en droit de l'université du droit et de la santé de Lille (France), est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1004-MTFP du 17-10-78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme d'ingénieur agronome d'exécution de l'école supérieure d'agronomie de l'université du Bénin, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs des travaux agricoles de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1200) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative.

Chapitre 30, article 7 du budget général

Gbedey Goudjo Kossi Kanyi Akuété Sèh
Koublenou Akoétévi

Chapitre 30, article 4, paragraphe 2 du budget général

Tomekpe Kodjo Kedagni Sédégnan

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés

Arrêté n° 1005/MTFP du 17-10-78 — M. Amegnignon Folly-Tey Messan, titulaire du brevet de technicien de l'école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration (ECICA) de Bamako (Mali), est admis dans le corps des fonctionnaires

des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre des travaux publics et des mines (chapitre 18, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1006/MTFP du 17/10/78 — M. Edoh Dossou, titulaire du diplôme de chargé de production télévisée - option assistance à la réalisation de l'institut National de l'audiovisuel Bry-Sur-Marne (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 9 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1013/MTFP du 19/10/78 — M. Andjo Kossi Tchamdja, titulaire du diplôme d'ingénieur et de bachelier ès sciences appliquées (spécialité génie électrique) de l'école polytechnique de l'université de Montréal (Canada), est admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'ingénieur 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'information des postes et télécommunications (chapitre 18, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1031/MTFP du 20/10/78 — M. Anyomi Kokou, titulaire du « général certificate of education ordinary level » et du certificat d'agent technique de l'école de formation des techniciens de la radiodiffusion du Ghana, est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'agent technique de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1032/MTFP du 20/10/78 — M. Hunlede Ahogbesi Koué, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D) et du diplôme d'ingénieur agronome d'exécution de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 34, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1033-MTFP du 20-10-78 — Mme Bougounou Aïssata, aide-comptable permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option aide-comptable et justifiant de cinq ans d'ancienneté professionnelle est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1034-MTFP du 20/10/78 — M. Ani Kpéta (Paul), menuisier permanent de 6^e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option menuiserie) et qui réunit cinq ans d'ancienneté professionnelle, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 22, paragraphe 2 du budget général).

M. Ani dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conservera à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1035-MTFP du 20/10/78 — MM. Adibolo Komi Agbessi et Bansah Kodjo Agbenyo, titulaires du certificat d'aptitude pédagogique (CAP), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1036-MTFP du 20/10/78 — M. Kwami Rocco Akoda Messan, titulaire du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1037-MTFP du 20/10/78 — M. Salako Anani Kwaku, titulaire du diplôme d'ingénieur civil et de bachelier ès sciences appliquées, avec orientation « génie de l'environnement » de l'école polytechnique de Montréal (Université de

Montréal Canada) est, en attendant la parution du statut particulier du personnel des ingénieurs sanitaires, admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 8, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1038-MTFP du 20/10/78 — M. Mariki Assiki N'guéwélé, titulaire du diplôme de stage de technicien d'exploitation en électronique en République algérienne démocratique et populaire, est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'ingénieur des travaux 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1039-MTFP du 23/10/78 — Mlle Daketse Afua Enyonam, titulaire du certificat de l'école des infirmières et sages-femmes de Worawora (Ghana), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1040-MTFP du 23/10/78 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5, paragraphe 1 du budget général) :

Agopome Kodjovi, titulaire du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive à Yaoundé (R.U.C.)

Elitsa Koadjo Lanou, titulaire du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive à Yaoundé (R.U.C.)

Adom Abotsi, titulaire du diplôme d'études supérieures en éducation physique et des sports en Roumanie.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1051-MTFP du 23/10/78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Asra Kossi Foli Djakpata, l'arrêté n° 1/MJFPT du 3 janvier 1978 portant nomination.

M. Asra Kossi Foli Djakpata, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche

scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 8 mois 1 jour lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant du 1er janvier 1977 au 3 janvier 1978 inclus en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1056/MTFP du 26/10/78 — Les candidats dont les noms suivent, titulaires du teacher's certificate « A », sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général) :

Kudonou Adzo Tsoene, née Doamekpor
Meecko Napo
Aziadeke Kofi Edifiam
Homenoo Kwame

Une bonification d'ancienneté de 2a 4m 2j est accordée à M. Aziadeke Kofi Edifiam pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement ghanéen du 1er janvier 1975 au 4 juillet 1978 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon + 2a 4m 2j.
instituteur de 2^e classe 2^e échelon + 4m 2j.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1057/MTFP du 26/10/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires de la licence de l'université du Bénin, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique dans les conditions suivantes :

Chapitre 24, article 20, paragraphe 1 du budget général.
Meyisso Kwame

Chapitre 24, article 20, paragraphe 2 du budget général.
Lawson Mady-Laté Dankou

Chapitre 24, article 20, paragraphe 4 du budget général.
Tamakloe Dotsè Nyamessi

Chapitre 24, article 20, paragraphe 5 du budget général.
Lamboni Courdjo

Chapitre 24, article 20, paragraphe 6 du budget général.
Nuto Yaovi
Gomadoh Yao Nyanyuie Alove

Chapitre 24, article 20, paragraphe 7 du budget général.

Azindje Kodjovi
Gah Massan

Chapitre 24, article 20 paragraphe 8 du budget général.

Lamany Simbey
Tignopa Som

Chapitre 24, article 20 paragraphe 12 du budget général.

Odjo Aboudou Lassissi
Badarou Adissa Moucharafou

Chapitre 24, article 20, paragraphe 13 du budget général.

Kao Kezie Bozola

Chapitre 24, article 20 paragraphe 19 du budget général.

Kpakou Tchamou

Chapitre 24, article 20, paragraphe 20 du budget général.

Hodjo Biam Bidinabè
Lawson Massan Akpédjé, née Kuaovi
Lawson-Lartego Seza-Biova Latévi

Chapitre 24, article 22, paragraphe 20 du budget général.

Ahonsou Akouvi Delali.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1063/MTFP du 30/10/78 M. Mihesso Kossivi, diplômé de l'école nationale des auxiliaires médicaux, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique, en qualité d'agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1064/MTFP du 30/10/78 — M. Kansoukou Koukou, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, et du baccalauréat en administration de l'université du Québec à Montréal (Canada), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1065/MTFP du 30/10/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D) et du diplôme de technicien supérieur (spécialité météorologie) de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey (Niger), sont en attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs de la navigation aérienne et de la météorologie, admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civi-

le en qualité d'ingénieurs des travaux de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget de l'Aescna) :

Akakpo Atsou Gadagbui Kossi Dodzi
Dotou Amavi Dosseh Kougbada Tchibara

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1066/MTFP du 30/10/78 — M. Ahadji Kokou Anyame, admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires, session du 26 août 1977 suivant additif en date du 31 janvier 1978 à la décision n° 405/MENRS du 18 octobre 1977, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1067/MTFP du 30/10/78 — M. Agbokpè Kodjo Délali, agent permanent hors catégorie, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), et qui a réuni plus de cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) en application des dispositions de l'article 31, paragraphe 1^{er} C du décret n° 75-119 du 18 avril 1975.

L'intéressé reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (budget autonome de l'université du Bénin).

M. Agbokpè dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conservera, à titre personnel, le bénéfice de son salaire, jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1068/MTFP du 30/10/78 — M. Bah-Traoré Bohzinambo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1071/MTFP du 31/10/78 — Mlle Agba Ahoussi, titulaire du diplôme d'adjoint technique de l'institut de statistique, de planification et d'économie appliquée (ISPEA) de Yaoundé (RUC), est admise dans le corps des fonctionnaires

de la statistique générale en qualité d'aide-statisticienne de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 6, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1079/MTFP du 2/11/78 — M. Agbaglo Ata, diplômé de l'académie technique spéciale de Berlin (RDA) et qui a effectué des stages à l'université technique de Berlin à l'université technique de Hannover et à l'huilerie de Harbourg Brinckman et Mergelle de Hambourg (RFA), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'élevage de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1450 et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 13 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1080/MTFP du 2/11/78 — M. Kodjo Koffi Edem Doudou, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du brevet d'études professionnelles (BEP), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28, article 4 paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1081/MTFP du 2/11/78 — M. Missoh Kodjo, docteur en médecine, diplôme de l'institut d'Etat de médecine de Rostov-Sur-le Don (U.R.S.S.), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

M. Missoh Kodjo sera soumis à un stage d'une durée de deux ans.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1082/MTFP du 2/11/78 — Mlles Losso Betelgma. Goussi Héli et Napo-Bitantem Adja, diplômées de l'école nationale de sages-femmes, sont admises dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sages-femmes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mises à la disposition du ministre de la santé publique des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

Arrêté n° 1083/MTFP du 2/11/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de maître d'éducation physique et sportive, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maîtres d'éducation physique et sportive de 3^e classe, 2^e échelon stagiaires (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5, paragraphe 1 du budget général) :

Tchalare Nakole Kafechina Melga Koukana
Koyissa Alpha Pessakum Ayite Kokoè Tini

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1084/MTFP du 2/11/78 — Mlle Devia Akuvi Mawuli, monitrice permanente de 3^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25 paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1085/MTFP du 2/11/78 — Mlle Schmith Ahoéfa, employée de bureau permanente de 6^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré, du certificat d'aptitude professionnelle et du brevet d'études professionnelles (spécialité BEPSDC) est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et reste mise à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1086/MTFP du 2/11/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude au monitorat (C.A.M.), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

Alovo Mawunyo, née Amewu
Koffi Nikabou
Karekoua Awessi.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à Mme Alovo Ama Mawunyo, née Amewu pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant du 3 octobre 1960 au 31 décembre 1973 inclus.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification
- monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans bonification
- monitrice de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification
- monitrice de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1087/MTFP du 2/11/78 — M. Djassibe Tangbandja, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D) et du diplôme de technicien supérieur de l'hydraulique et de l'équipement rural de l'école inter-Etats des techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural de Ouagadougou (Haute-Volta), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre des travaux publics et des mines (chapitre 36, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1088/MTFP du 2/11/78 — M. Soune Fantchao, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle agricole du centre d'apprentissage agricole de Tové (section : élevage-pêche), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique d'élevage de 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 34, article 8 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1089/MTFP du 2/11/78 — M. Koumaï Napo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BBPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1090/MTFP du 2/11/78 — Les candidate ci-après désignées, diplômées de l'école nationale de sages-femmes sont admises dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sages-femmes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mises à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales

et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général) :

Ataley Zikpi Afwa

Abbey Akoelé

Sossou Ayabavi.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

Arrêté n° 1091/MTFP du 2/11/78 — Mlle Lanyo Massan, monitrice permanente 5^e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique du 15 octobre 1959 au 16 décembre 1977 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de Mlle Lanyo est reprise comme suit :

- monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification
- monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans bonification
- monitrice de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification
- monitrice de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

La rémunération de Mlle Lanyo étant supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conservera à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Intégrations

Arrêté n° 979/MTFP du 12/10/78 — M. Sanvee Kokou (Michel), instituteur-adjoint de 1^{ère} classe 3^e échelon (indice 1000) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat d'aptitude en anglais, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 4^e échelon (catégorie B — indice 1050) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 980/MTFP du 12/10/78 — M. Dablaka Ayi Patatu, contrôleur de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire de la maîtrise en droit de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1100) et conserve son affectation actuelle chapitre 18, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 981/MTFP du 12/10/78 — M. Lassey Sewa Agbe-ko (Michel), professeur des C.E.G. de 3^e classe 4^e échelon (indice 1400) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence d'enseignement section : lettres modernes et du certificat d'études supérieures de maîtrise (C), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 21 du budget général) pour compter du 13 juin 1978. A.C. 8 mois 12 jours.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 982/MTFP du 12/10/78 — M. Kodjo Missiagbe-to, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 983/MTFP du 12/10/78 — M. Olobi Améadé Démanyala Kokou, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

L'intéressé conserve son affectation actuelle, (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 984/MTFP du 12/10/78 — M. Moustapha Chaïbou, adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au ministère de l'éducation nationale et de la recher-

che scientifique, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, (série G1), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750).

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 993/MTFP du 16/10/76 — M. Bouraïma Nouridine, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050) du corps des fonctionnaires de la statistique générale, titulaire des diplômes post-universitaire de spécialisation en « population et développement » au centre démographique ONU-Roumanie (Cedor), de démographie générale et d'expert-démographe de l'Université de Paris I — Panthéon Sorbonne, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur-statisticien-économiste de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et reste mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 6, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 30 juin 1978.

Arrêté n° 995/MTFP du 17/10/78 — M. Morou Alidou, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (indice 600) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série technique G1), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

L'intéressé conserve son affectation actuelle (budget autonome du centre hospitalier Universitaire).

Le présent arrêté a effet pour compter de sa date de signature.

Arrêté n° 996/MTFP du 17-10-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 577/MFP du 4 septembre 1974 portant intégration et accordant bonification d'ancienneté en ce qui concerne M. Adanou Bada (Gabriel).

M. Adanou Bada (Gabriel), admis au monitorat (session de 1973), est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1974.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Adanou pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire dans l'enseignement du 1^{er} avril 1956 au 31 décembre 1973, en appli-

cation des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1.1.74 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification
- 1.1.74 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans bonification
- 1.1.74 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification
- 1.1.74 — moniteur de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 997/MTFP du 17-10-78 — Une bonification d'ancienneté de sept mois vingt neuf jours (7 mois 29 jours) est accordée à M. Agbemelo Mensah Tsomafo (Prosper), ingénieur-adjoint d'élevage de 3^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits pour son stage effectué dans le domaine (Zootechnie) du 11 juillet 1966 au 17 mars 1967 inclus aux Etats-Unis d'Amérique.

La situation administrative de M. Agbemelo est reprise comme suit :

Catégorie B

- 1-10-66 — ingénieur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon
- 11- 3-67 — ingénieur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon
A.C. 5m 10j + bonification 7m 29j
- 2-2-68 — ingénieur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon
A.C. néant
- 2-2-70 — ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon
- 2-2-72 — ingénieur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon
- 2-2-74 — ingénieur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon.

MM. Agbemelo Mensah Tsomafo (Prosper) et Ukoh Séna (Auguste Bénédict), ingénieurs-adjoints d'élevage qui ont suivi avec succès un stage de formation professionnelle et de perfectionnement dans le domaine de la (Zootechnie) production animale, en République Fédérale d'Allemagne sont intégrés dans la hiérarchie supérieure du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits dans les conditions suivantes et restent mis à la disposition du ministre du développement rural

Catégorie B

- 2-2-74 — Agbemelo Mensah, ingénieur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon (indice 1250)

Catégorie A2

(chapitre 20, article 15 du budget général)

- 15-5-74 — ingénieur des travaux d'élevage de 2^e classe
3^e échelon (indice 1300) A.C. 3m 13j
- 2-2-76 — ingénieur des travaux d'élevage de 2^e classe
4^e échelon
- 2-2-78 — ingénieur des travaux d'élevage de 1^{re} classe
1^{er} échelon

Catégorie B

- 17-8-72 — Ukoh Sena, ingénieur-adjoint de 3^e classe
3^e échelon (indice 950)

Catégorie A2

- 15-5-74 — ingénieur des travaux d'élevage de 2^e classe
2^e échelon
- 15-5-76 — ingénieur des travaux d'élevage de 2^e classe
3^e échelon
- 15-5-78 — ingénieur des travaux d'élevage de 2^e classe
4^e échelon.

Arrêté n° 1007-MTPF du 17-10-78 — Mlle Aguey Zinsou M. Kuassiba (Ida Victorine), adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon (indice 650) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série technique G1), est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750).

L'intéressée conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 4 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1053-MTFP du 26-10-78 — M. Agbeli Yawotsè Semekonawo, adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (indice 600), titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série technique administrative G1), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de l'intérieur.

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 14, article 5 paragraphe 1 — B du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1054/MTFP du 26-10-78 — M. Agbanba Kossi Ayabé (Jean), infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon (indice 700) du corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme universitaire de technicien supérieur de la santé et des sciences biologiques de l'université du Bénin est, en attendant la parution du statut particulier du corps des techniciens supérieurs de la santé publique, intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) pour compter du 2 janvier 1978 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1055/MTFP du 26-10-78 — M. Adjavon Ayayi, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon (indice 1200) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui a suivi un stage de formation technique en microbiologie, immunologie et parasitologie à l'université d'Etat « Julio de Mesquita Filho » de São Paulo (Brésil), est en attendant la parution du statut particulier des spécialistes de la santé publique, intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur civil 1^{er} échelon (catégorie A1 — indice 1300) pour compter du 2 juin 1977 et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 1062/MTFP du 30-10-78 — M. Koussanta K. Ba'oma (Alexis), instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1069-MTFP du 30-78 — Les instituteurs-adjoints ci-après désignés, admis au concours du certificat d'aptitude pédagogique (CAP) (session 1976) sont intégrés dans les conditions suivantes dans le cadre des instituteurs (catégorie B) pour compter du 1^{er} janvier 1977.

Nom et Prénoms	Ancienne situation (catégorie C)	Nouvelle situation (catégorie B)	A.C.
Bini Touhaden	instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon (indice 950)	instituteur de 2e classe 3e échelon (indice 750)	néant
Bissang Bah-Iham Wey (Faustin)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant
Attaty Kwami Mawuli (Emmanuel)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant
Kpemoua Kodjovi Panassim (Eugène)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant
Akoutsa Koffi Mensah (Seth)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant
Lawson Latévi S. G. (Clément)	instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon (indice 850)	instituteur de 2e classe 2e échelon (indice 850)	1 an 3 mois
Flindjo Yobé (Emile)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 a 9 m 25 j
Dometi Komi (Mathieu)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Dogbasse A. Efoé (Norbert)	instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (indice 650)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant
Mensadey Komi A. (François)	instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (indice 700)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant
Kossi Amou Y. (Philippe)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 a 3 m
Silivi Kokou Lagnoh (Edmond)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Etsi Kossi (Bénony)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Gumedzoe Kossi Adzewoda (Bruno)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Kadane Palamwé (Luc)	instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon (indice 800)	instituteur de 2e classe 2e échelon (indice 850)	néant
Balla Mansamasso Zomaro	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an 3 m 8 j
Evodah Koumi Yao (Joseph)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Mensah Koffi Agbemondidi (Didier)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an
Aviab Kodjo Anani (Faustin)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an
Yidi Messan Tsomavo (André)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Yovo Komi Messa Tsoekewo (Emile)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	11 jours 3 mois
Amedodzi Koffitsè (Bruno)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	11 jours 3 mois
Ayao Adjé (Félicien)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	11 jours 3 mois
Banassim Kpamborga K. (Justin-P.)	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	11 jours 3 mois
Fawi Atinéti	instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	11 jours 3 mois
Dzissawu Komi (William)	instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (indice 700)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	11 jours
Kougouloua Tétougnima (Boniface)	instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (indice 700)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant
Ganda Akala (Justin)	instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (indice 700)	instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	néant

Nom et Prénoms	Ancienne situation (catégorie C)	Nouvelle situation (catégorie B)	A.C.
Onouadje Sohim Akakpo (Laurent)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Akakpo T. N. Koffi (Thomas)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Sodji Ohlin Cocouvi (Jean Laurent)	instituteur-adjoint de classe exceptionnelle (indice 1050)	instituteur de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1050)	3 ans
Agopome Koffi G. (Christophe)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Ayena Kokou (Emile)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Assimadi Kokou Anani Wobube	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Lawson Laté Dela (Emmanuel)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Badja F. Bissamanèwè (Christophe)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Taoemann Guem (Georges)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Tsegan Yao Délali (Grégoire)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Tse Mawulawoè (Emmanuel)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Djadja-Avogno K. N. (Damase)	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 3 ^e échelon (indice 1000)	instituteur de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1050)	néant
Koudjrako Ayàovi (Pierre)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Moussa Saïbou	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Agbabi Koffi Agbèlikouté (Gabriel)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Ahovey Messan Gbétoho (Jean Louis)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Amouzouvi Kokou Gaglo (Michel)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Savi Komivi (Godfroid)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Dogboe K. T. Dikenou (Christophe)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Kouvahey Noumelio (Appolonia)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	institutrice de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Lawson Akpigo Teyi (Cyrille)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Lawson Laté Sagnéame (Parfait)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Bouley Nouganké (Joseph)	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Adavo Kwami (David Daniel)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Toro Timbeta (Gaston)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant

Arrêté n° 1077-MTFP du 2-11-78 — M. Bello Tessi, instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports de l'institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur de la jeunesse et des sports de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5, paragraphe 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 20 septembre 1977.

Titularisations

Arrêté n° 1027-MTFP du 20/10/78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des administrateurs civils (catégorie A1)

- 21. 2.78 — Nassoma Moussa Kalam-Allah, administrateur civil 2^e échelon
- 8.12.76 — Tchami Tchambi Madjatou Adjé (Raphaël), administrateur civil 1^{er} échelon
- 20.10.77 — Ketevi Nèyram Ahlonkoba, née Bruce, administrateur civil 1^{er} échelon
- 9.11.77 — Akakpo Folly Glidjito, administrateur civil 1^{er} échelon
- 16.12.77 — Tchamdja-Soumou Mana-Eya-Suwé, administrateur civil 1^{er} échelon
- 10. 1.78 — Blu Amétoviadzé, administrateur civil 1^{er} échelon
- 1. 2.78 — d'Almeida Ayigan-Ayi, administrateur civil 1^{er} échelon
- 1. 3.78 — Ayi Komi Amétéfé, administrateur civil 1^{er} échelon
- 23. 5.78 — Mensah Adjévi Domkpin, administrateur civil 1^{er} échelon

Cadre des attachés d'administration (cat. A2)

- 15.10.74 — Gavlo Kossivi, (Pascal), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 18. 9.75 — Afoto Komlan (Lucas), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 4.76 — Agboanou Aloumon Gbémého (André), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 8. 8.76 — Foli Adamah (Alexandre), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1.77 — Tagba Bourougou Batankmawé (Clément), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1.77 — Lawson Akouété (Damien), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1.77 — Agbotsé Yao (René), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1.77 — Amouzou Koffi (Alexandre), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon

- 1. 1.77 — Afangbedji Gaglo (Bernard), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1.77 — Edoth Ananou Semé (Michel), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 1.77 — Lawson Dovi (Raymond), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 9. 1.77 — Ouyandja Félidja, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 14. 1.77 — Tazo Gbati (Bernard), attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 9. 2.77 — Ajavon Amaté, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1.10.77 — Moussa Allassane Senghor, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 2.78 — Toumoye Abissibyè Yoma, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 2. 2.78 — Agboh Koffi Tonato, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 28. 4.78 — Sakpo Ayaovi Céné, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 27. 6.78 — Gbengbertane Kolambik, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 9. 7.78 — Agounke Adjoa Abafou, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 18. 7.78 — Tsogbé Kossi Ségan, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 8.78 — Adela Kwami Sénamé, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon
- 1. 8.78 — Douiti Monoka, attaché d'action de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 1045-MTFP du 23-10-78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des professeurs des collèges d'enseignement technique (catégorie B)

- 29. 9.73 — Tchédre Issifou Inoussa, prof. des CET de 3^e classe 1^{er} échelon

Cadre des maîtres d'éducation physique et sportive (catégorie B)

- 16. 9.77 — Adonoutsé Kossi Hobéanou, maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon
- 28. 9.77 — Ahadji-Tokou Jissé, maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon
- 28. 9.77 — Kouévi Folivi Ekoué, maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon
- 28. 9.77 — Kembe Adjao, maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon
- 4.10.77 — Boukari Kpandja, maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon
- 4.10.77 — Amewuame Dovi (Ernest), maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon
- 4.10.77 — Idrissou Massioudi, maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon

30. 9.77 — Lawson Avoussou Latévi, maître d'EPS de 3^e classe 1^{er} échelon

Cadre des professeurs techniques-adjoints (catégorie C)

17.12.74 — Agboka Kokou (Victor), prof. techn.adj. de 3^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 1046-MTFP du 23-10-78 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps du personnel de la radiodiffusion, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des administrateurs de la radiodiffusion (cat. A1)

28. 7.77 — Amah Tcha-Tisa, administrateur de la radio de 2^e classe 1^{er} échelon

cadre des rédacteurs en chef (catégorie A2)

- 1.11.77 — Nayo Ankou Iwolo, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon
 2.11.77 — Fiawumo Dotsey Koffi, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon
 2.11.77 — Abokou Tcha, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon
 10.11.77 — Gbadayi Kodjovi Demagna, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 1076/MTFP du 2-11-78 — M. Issou Adjama Alley (Alassani Zakari), instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session de 1975, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1976 et conserve une ancienneté d'un an.

M. Issou est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1977 (AC néant).

Détachements

Arrêté n° 1043/MTFP du 23-10-78 — M. Agboanou Aloumon Gbémèho (André), attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Agboanou ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1978.

Arrêté n° 1044/MTFP du 23-10-78 — Mme Attivon, née Koévi Abra (Brigitte), assistante médico-sociale de 1^{re} classe 2^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la direction générale des affaires sociales à Lomé, est placée pour cinq ans dans la position de détachement auprès du gouvernement de la République de Haute-Volta.

Durant la période du détachement les émoluments de Mme Attivon seront à la charge du gouvernement de la République de Haute-Volta.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 25 septembre 1978.

Arrêté n° 1060/MTFP du 26-10-78 — M. Dorkenoo Selom Koffi, ingénieur statisticien économiste de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale est placé dans la position de détachement pour une durée de cinq ans pour servir auprès de la banque ouest africaine de développement à Lomé.

Durant la période du détachement les émoluments de M. Dorkenoo seront à la charge de la BOAD.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} novembre 1978.

Arrêté n° 1092/MTFP du 2-11-78 — M. Bockor Koffi-Kuma (Raphaël), ingénieur des travaux statistiques de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique, est placé dans la position de détachement pour une durée de cinq ans pour servir auprès de l'organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) à Bangui (Empire Centrafricain).

Durant la période de détachement les émoluments de M. Bockor seront à la charge de l'OCAM.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 14 septembre 1978.

Démissions

Arrêté n° 1029/MTFP du 20-10-78 — Est acceptée pour compter du 1^{er} novembre 1978, la démission de son emploi offerte par M. Hegbor Kouassi Gahoun (Georges), administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au cabinet du ministre des affaires étrangères et de la coopération.

Arrêté n° 1047/MTFP du 23-10-78 — Est acceptée pour compter du 1^{er} septembre 1978, la démission de son emploi offerte par Mlle Elhor Akoua Sitsofé, gardien de la paix de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de la police.

Révocations

Arrêté n° 1058/MTFP du 26-10-78 — MM. Ouro-Koura Dermame, gardien de la paix 4^e échelon et Samani Agba, gardien de la paix 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la police, en service à Sokodé, sont révoqués de leurs fonctions pour faute grave commise en service.

Le présent arrêté a effet pour compter du 18 octobre 1978.

Arrêté n° 1059/MTFP du 26-10-78 — M. Akly Ayao, gardien de la paix 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la police, en service à Lomé, est révoqué de ses fonctions pour faute grave commise dans l'exercice de ses fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} novembre 1978.

Licenciements

Arrêté n° 1016/MTFP du 19-10-78 — M. Géraldo Issidine, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au collège d'enseignement général de Tokoin-Nord à Lomé, est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 28 mars 1978.

Arrêté n° 1042/MTFP du 23/10/78 — Mlle Napo Dahanatou, institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école Adjallé à Lomé, est licenciée de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 20 septembre 1978.

Arrêté n° 1052/MTFP du 23-10-78 — M. Mkotakotola Tomwoula, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au collège d'enseignement général de Kadjalla, est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 13 septembre 1978.

Retraite

Arrêté n° 1010/MTFP du 18-10-78 — Mme Lawson Nadou (Dorcass), institutrice-adjointe de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Tokoin-Dadzie à Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1979, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4^e alinéa de l'ordonnance n° 68-12 du 1^{er} avril 1968.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 23-10-78 à l'arrêté n° 805/MTFP du 23 août 1978 portant détachement.

AU LIEU DE :

Le présent arrêté a effet pour compter du 15 août 1978.

LIRE :

Le présent arrêté a effet pour compter du 30 septembre 1978.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 26-10-78 à l'arrêté n° 855-MTFP du 13 septembre 1978 portant suspension de fonctions.

AU LIEU DE :

M. Badjalimbe Mensah (Robert), adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale des affaires sociales à Lama-Kara, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour complicité d'avortement.

LIRE :

M. Badjalimbe Mensah (Robert), adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale des affaires sociales à Lama-Kara, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour complicité d'avortement.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 23-10-78 à l'arrêté n° 941/MTFP du 5 octobre 1978 maintenant un fonctionnaire dans la position de détachement.

AU LIEU DE :

M. Dossou Vivoin Menoukon (Narcisse), ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux

et forêts et du conditionnement des produits, placé dans la position de détachement auprès de l'institut de recherches cotonnières et textiles du Togo (IRCT) est maintenu dans cette position à compter du 6 juillet 1978.

Lire :

M. Dossouvi Vivoin Menoukon (Narcisse), ingénieur d'agriculture de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, placé dans la position de détachement auprès de l'institut de recherches cotonnières et textiles du Togo (IRCT) est maintenu dans cette position à compter du 6 juillet 1978.

Le reste sans changement

MINISTERE DE L'INFORMATION DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nomination

Décision n° 198/MINFO/PT du 2-11-78 — Lebke Abélé, rédacteur en chef de 2^e classe 1^{er} éch. est nommé directeur de la division des programmes de la radio-diffusion de Lama-Kara, en remplacement de M. Perezi Kao appelé à d'autres fonctions.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ARRETE N° 54/MENRS du 26 octobre 1978 portant création d'écoles.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu les requêtes n° 480-IEPD-ST-564-IEPD-BD présentées par les inspecteurs de l'enseignement du 1^{er} degré de Sotouboua et de Badou,

A R R E T E :

Article premier — Une école primaire publique est créée dans chacune des localités suivantes :

Ecole primaire publique de Tchanié (circonscription pédagogique de Sotouboua)

Ecole primaire de Kazabou (circonscription pédagogique de Sotouboua)

Ecole primaire publique Saïboudè (circonscription pédagogique de Sotouboua)

Ecole primaire publique de Tindjassé (circonscription pédagogique de Sotouboua)

Ecole primaire publique de Yalla (circonscription pédagogique de Badou).

Art. 2 — La présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 octobre 1978

B. Alassounouma

Octroi de diplômes

Arrêté interministériel n° 32/MEN/RS/MSP/ASPF du 23-10-78 — Le diplôme d'Etat de technicien orthopédiste est décerné par ordre de mérite aux élèves de l'école nationale des auxiliaires médicaux de la promotion 1975 — 1978 dont les noms suivent :

- 1° Alabi Owaléké Koami (togolais)
- 2° Medareg Narou (algérien)
- 3° Melizi Douadi (algérien)
- 4° Amouri Zine El Abidine (algérien)
- (5°) N'Gnama Simwaki (togolais)

Nomination

Arrêté n° 55/MEN/RS du 26-10-78 — Le personnel ci-dessous désigné, reçoit les nominations suivantes :

Songhoye Wella, instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon, en service à l'école officielle de Zomayi (Kpalimé), est nommé surveillant général au lycée de Pya (Lama-Kara).

Alfa Kpendji Nado, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au collège d'enseignement général de Kambolé (Tchamba), est nommé maître d'internat au lycée de Pya (Lama-Kara).

Bamassj Bakoléa, instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon, en service à l'école officielle de Gbécon (Atakpamé), est nommé maître d'internat au lycée de Pya (Lama-Kara).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1025/MTFP du 19-10-78 — Les fonctionnaires du corps de la statistique générale ci-dessous désignés, sont rayés de leur corps d'origine et intégrés comme suit dans celui du personnel des douanes pour compter du 24 août 1978 :

Nom et prénoms	Ancienne situation	Nouvelle situation	AC
Addra Yaovi (Albert)	agent technique de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (ind. 800)	agent de constatation de 1 ^{re} cl. 2 ^e échelon (ind. 800)	1a 1m 9j
Logossou Sassou Yaovi (Max)	agent technique de 2 ^e classe 4 ^e échelon (ind. 700)	agent de constatation de 2 ^e cl. 4 ^e échelon (ind. 700)	2a 1m 14j
Afawoubo Kouakou (Christophe)	agent technique de 2 ^e classe 4 ^e échelon (ind. 700)	agent de constatation de 2 ^e cl. 4 ^e échelon (ind. 700)	2a 1m 14j

Absences irrégulières

Décision n° 2583/MTFP du 23-10-78 — Est constatée pour compter du 21 septembre 1978, l'absence irrégulière de son poste de Mlle Jimongou Dalamate, sage-femme d'Etat de 2^e classe 2^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire de Mango.

Durant la période de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 2584/MTFP du 23-10-78 — Est constatée pour compter du 11 septembre 1978, l'absence irrégulière de son poste de M. Koussougbo Etsri, instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école Bohn B à Lomé.

Durant la période de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 2650/MTFP du 2-11-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 2005/MTFP du 22 août 1978, constatant l'absence irrégulière de son poste de Mlle Adjalle Essi, infirmière d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au centre hospitalier régional d'Atakpamé.

Démissions

Arrêté n° 1009/MTFP du 18-10-78 — Est acceptée pour compter du 5 septembre 1978, la démission de son emploi offerte par M. Addra Kokou (Virgilio), assistant d'hygiène d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en fonction au service national de médecine du travail à Lomé.

Arrêté n° 1022/MTFP du 19-10-78 — Est acceptée pour compter du 20 septembre 1978, la démission de son emploi offerte par M. Kpotogbey Kodzo Etsri

Agoglo Maku, ingénieur des travaux statistiques et économiques de 3^e classe 2^e échelon stagiaire, en service à la direction de la statistique générale à Lomé.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nomination

Arrêté n° 11-MDR du 3-11-78 — M. d'Almeida Ayité, ingénieur d'agriculture 2^e échelon (A2) documentaliste est nommé directeur de la documentation et des archives.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20, article 5, paragraphe 1 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Affectations — Nominations

Décision n° 42/MAR/FC du 30-10-78 — Les affectations et nominations suivantes sont prononcées parmi le personnel du service des forêts et chasses :

- MM. Keoula Yao, ingénieur des forêts et chasses, 2^e classe 3^e échelon, précédemment chef de l'inspection forestière de la région centrale à Sokodé, est affecté à Atakpamé en qualité de chef de l'inspection forestière de la région des plateaux avec résidence à Atakpamé, en remplacement de M. Batawila muté.

Tanghanwaye-N'mo Napo, ingénieur-adjoint des forêts et chasses, 3^e classe 4^e échelon, est nommé chef de l'inspection forestière de la région centrale, en remplacement de M. Keoula muté, avec résidence à Sokodé.

Apaloo Yawo Ena Elogo, ingénieur-adjoint des forêts et chasses, 3^e classe 4^e échelon, est affecté à Atakpamé en qualité d'adjoint au chef de l'inspection forestière de la région des plateaux et chef de la circonscription forestière d'Atakpamé, avec résidence à Atakpamé.

Batawila Koffi Kotahè, ingénieur-adjoint des forêts et chasses, 3^e classe 3^e échelon, précédemment en service à Atakpamé, est affecté à Sokodé en qualité d'adjoint au chef de l'inspection forestière de la région centrale et chef de la circonscription forestière de Tchaoudjo, avec résidence à Sokodé.

Djababoni Yandjélé, ingénieur-adjoint stagiaire des forêts et chasses, 3^e classe 1^{er} échelon, précédemment en service à Atakpamé, est affecté à Notsé en qualité d'adjoint au chef de la circonscription forestière de Notsé, avec résidence à Notsé.

Adjogah Ségbor, adjoint-technique des forêts et chasses, 2^e classe 4^e échelon, précédemment chef de la circonscription forestière de Sokodé, est mis à la disposition du chef de l'inspection forestière de la région maritime pour servir à Anèho-Zébévi, en remplacement de M. Apati-Bassah Yao Kélékou appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments des intéressés restent imputables sur le budget général — chapitre 34 — article 4 — paragraphe 1.

La présente décision a effet pour compter de sa date de signature.

DIVERS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 395-MFE-CR du 24/10/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de quatre cent neuf mille sept cent soixante (409.760) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson K. Tèvi (Jules), instituteur de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1978.

Arrêté n° 400/MFE/CR du 26-10-78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Gnidote Kouassiba (Louisa, née Komlan) épouse de M. Gnidote Amoussou, brigadier chef de 3^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 630 pourcentage 70 %) en retraite décédé le 24 janvier 1978, une pension de veuve au taux annuel de cent quarante quatre mille cent quatre (144.104) francs pour compter du 1^{er} février 1978.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Gnidote Kouassiba (Louisa, née Komlan) une majoration pour famille nombreuse au

taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Coissi, né vers 1934

Rémy, né vers 1940

Ayaba, née le 1^{er} novembre 1951

Kokou, né le 1^{er} février 1955.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt et un mille six cent seize (21.616) francs pour compter du 1^{er} février 1978.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt huit mille huit cent vingt (28.820) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1978 à chacun des orphelins désignés ci-après :

Assiba, née le 26 juillet 1959

Komlan, né le 3 mai 1960

Ayaba, née le 17 nov. 1960

Zinsou, né, le 1^{er} janv. 1963

Kodjo, né le 8 juillet 1963

Guy, né le 3 octobre 1966

Agnès, née le 27 février 1967

Zokpodo, né le 17 oct. 1967

Kodjo, né le 21 avril 1969

Ayaba, née le 31 juillet 1975

Adjoa, née le 23 mai 1977.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Gnidote Kokou, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 401/MFE/CR du 26-10-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64 %) au montant annuel de trois cent soixante seize mille quatre cent vingt huit (376.428) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sabi Asmar, adjoint administratif principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 6 octobre 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sabi Asmar pour compter du 6 octobre 1977, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Essosinam, né le 18 octobre 1947

Matina, née le 19 avril 1949

Kéméalo, né le 12 octobre 1950

M'Mah, né le 23 novembre 1950

Abalo, né le 1^{er} janvier 1952

Tchilalo, né le 15 juillet 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quatorze mille cent huit (94.108) francs pour compter du 6 octobre 1977.

M. Sabi Asmar pourra prétendre, pour compter du 6 octobre 1977 sur justification de ses droits, au

bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 11^e au 25^e rang) ci-après désignés :

Basseme, né le 30 octobre 1957
 Koralo, né le 5 mars 1958
 Azimi, né le 29 mars 1958
 Bassimsoué, né le 6 mai 1959
 Bawoubadi, né le 20 décembre 1960
 Massama, né le 27 juin 1961
 Kao, né le 9 mars 1962
 Babanam, né le 7 avril 1962
 Balakiyem, né le 6 juin 1964
 Sèma, né le 11 février 1965
 Pewala, né le 28 avril 1965
 Mewinasso, né le 26 août 1967
 Bewalinawè, né le 14 octobre 1967
 Kaba, né le 15 octobre 1967
 Massalo, né le 31 juillet 1970.

Arrêté n° 402-MFE-CR du 26-10-78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 73 %) au montant annuel de huit cent trente quatre mille huit cent soixante douze (834.872) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Logossou (Faustin), instituteur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Logossou (Faustin) pour compter du 1^{er} octobre 1978, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adjiwouanou, né le 25 mai 1949
 Toyiho, né le 30 juin 1951
 Loossi, née le 30 août 1953
 Novifon, née le 21 octobre 1955
 Méwouaha, né le 16 mars 1956
 Dagan, née le 12 décembre 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent huit mille sept cent vingt (208.720) francs pour compter du 1^{er} octobre 1978.

M. Mensah Logossou (Faustin) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Dossou, né le 10 août 1960
 Migbéamého, née le 23 juin 1961
 Dohoué, née le 2 avril 1963
 Tala Tohoindo, né le 10 novembre 1965
 Gbèwanou, né le 6 mai 1968
 Homialo, née le 2 juin 1972
 Mènalò Pikénin, née le 12 novembre 1972.

Arrêté n° 403-MFE-CR du 26/10/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de huit cent quarante six mille trois cent huit (846.308) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites

du Togo à M. Johnson Akouètè (Patrice) du corps du personnel de la justice (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1978.

M. Johnson Akouètè (Patrice) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 18 avril 1955
 Ekoua, née le 10 juillet 1957
 Assiba, né le 7 mai 1965
 Afimba, née le 9 septembre 1966.

Arrêté n° 404-MFE-CR du 26/10/78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-dessous désignés de M. Messan-Placca Latévi Zogolo, adjoint technique de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'agriculture du Togo (indice 800 pourcentage 72%) décédé le 29 juin 1976

Sibi, née le 25 mai 1957
 Latré, née le 14 juin 1968.

Une pension temporaire d'orphelin fixée à quatre vingt dix huit mille deux cents (98.200) francs l'an pour compter du 6 septembre 1978 à cent douze mille neuf cent vingt huit (112.928) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées à M. Lawson Placca Siwin, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 407-MFE-CR du 26/10/78 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Nassirou Mouniratou (née Mahin)

Mme veuve Nassirou Nimata Rufino (née Sanoussi), épouses de M. Nassirou Soumanou Ibourahim, chef de train principal 2^e classe du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 591, pourcentage 59%) en retraite décédé le 23 septembre 1974, une pension de veuve aux taux annuel de cent treize mille neuf cent quarante (113.940) francs pour compter du 16 août 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt deux mille sept cent quatre vingt huit (22.788) francs l'an pour compter du 16 août 1977 à l'orphelin Abikeigny, né le 12 mai 1958.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les émoluments attribués à l'orphelin susdénommé ne peuvent pas au total être inférieurs au montant des avantages familiaux dont bénéficiait le père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant. les émoluments accordés à l'orphelin susdénommé seront versés entre les mains de M. Ibrahim Richadi, tuteur de l'orphelin mineur du de cujus.

Arrêté n° 408-MFE-CR du 26/10/78 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de six cent vingt sept mille trois cent quatre vingts (627.380) francs pour compter des dates ci-après est payable comme suit :

— quatre cent soixante quatre mille trois cent soixante seize (464.376) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1^{er} juillet 1964;

— cent soixante trois mille quatre (163.004) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} avril 1978 est accordée à M. Djossou Akouété, adjudant chef 3^e échelon, n° mle 18853 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 1200) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djossou Akouété pour compter du 1^{er} avril 1978, une majoration pour famille nombreuses au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Mawulé, née 23 septembre 1959
Amégbé, née le 30 décembre 1960
Ségnon, né le 11 janvier 1962.

et au taux de 15% de sa pension principale pour compter du 1^{er} mai 1978 au titre de son enfant Houndji, né le 18 avril 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à seize mille trois cents (16.300) francs pour compter du 1^{er} avril 1978 et à vingt quatre mille quatre cent cinquante deux (24.452) francs pour compter du 1^{er} mai 1978.

M. Djossou Akouété pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Ablavi, née le 5 janvier 1965
Komlanvi, né le 3 août 1965
Sena, né le 30 octobre 1965
Akouavi, née le 10 septembre 1967
Nonviatékpo, née le 16 avril 1968
Koffi, né le 21 juin 1968
Atsu, né le 23 février 1970
Essèvi, né le 23 février 1970
Djigbondi, né le 12 juillet 1970
Doh, né le 25 avril 1972
Ablavi, née le 28 novembre 1972
Kossi, né le 27 mai 1973
Agbémégna, né le 20 avril 1975
Amélé, née le 2 juillet 1977.

Arrêté n° 410-MFE-CR du 26/10/78 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de un million quatre vingt dix mille neuf cent seize (1.097.916) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Edorh Ekoua Enyonam (Esther Julie), attaché d'administration principale de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 2100) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1978.

Arrêté n° 411-MFE-CR du 31/10/78 — Une pension proportionnelle (pourcentage 49%) au montant annuel de cent quatre vingt huit mille neuf cent trente deux (188.932) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aloegnikou N'Déhoun (René), moniteur de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1978.

M. Aloegnikou N'Déhoun (René) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Afia, née le 22 mai 1959
Adjowavi, née le 5 février 1962
Yawa Massan, née le 14 novembre 1963
Amavi Tchotcho, née le 22 janvier 1966.

Arrêté n° 413-MFE-CR du 31/10/78 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 57%) au montant annuel de quatre cent quarante sept mille huit (447.008) francs pour compter des dates ci-après est payable comme suit :

— Deux cent mille quatre cent trente six (200.436) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1^{er} décembre 1962 ;

— Deux cent quarante six mille cinq cent soixante douze (246.572) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} septembre 1978 est accordée à M. Amegan Komi, adjudant chef 3^e échelon n° mle 14122 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 1.200) admis à la retraite.

M. Amegan Komi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1978 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Akossiwa, née le 12 mars 1961
Kossi, né le 6 mai 1962
Yao, né 21 février 1963
Akouvi, née le 26 mai 1965
Komlan, né le 3 mai 1966
Komivi, né le 15 juillet 1967
Adjovi, née le 16 octobre 1967
Kodjo, né le 10 mai 1971
Kodjo, né le 29 septembre 1975.

Rectificatif

Rectificatif du 31-10-78 à l'arrêté n° 150-MFEP-MF-CR du 5 mai 1970 portant concession de pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Toffa Emile, tuteur des orphelins du de cujus.

Lire :

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de Mlle Tete Mawuena Yawa, administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

Rôles

Arrêté n° 388-MFE-AI du 20/10/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET GENERAL

61 Lama-Kara B.I.C. (IMF)	222.743	
62 Pagouda B.I.C. (IMF)	6.750	
63 Niamtougou B.I.C. (IMF)	45.000	
64 Lama-Kara Patentes ..	2.034.909	
Licences	280.000	
	<u>2.314.909</u>	
65 Pagouda Patentes	308.620	
Licences	40.000	
	<u>348.620</u>	
66 Niamtougou Patentes ..	256.327	
Licences	72.500	
	<u>328.827</u>	
67 Kantè Patentes	94.258	
Licences	10.000	
	<u>104.258</u>	
68 Mango Patentes	422.919	
Licences	40.000	
	<u>462.919</u>	
69 Dapaon Patentes	1.339.171	
Licences	262.500	
	<u>1.601.671</u>	
		<u>5.435.697</u>
		<u>5.435.697</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions quatre cent trente cinq mille six cent quatre vingt dix sept francs est fixée au 15 septembre 1978.

Arrêté n° 389-MFE-AI du 20/10/78 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1978 ci-dessous.

BUDGET COMMUNAL

24 Lomé T.V.L ..	1.824.302	
T.V.	12.716.188	
	<u>14.540.490</u>	
		<u>14.540.490</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatorze millions cinq cent quarante mille quatre cent quatre vingt dix francs est fixée au 2 novembre 1978.

Arrêté n° 390-MFE-AI du 20/10/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET GENERAL

107 Sotouboua Patentes	707.515	
Licences	84.000	
	<u>791.515</u>	
108 Bassar Patentes	265.039	
Licences	33.000	
	<u>298.039</u>	
		<u>1.089.554</u>
		<u>1.089.554</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million quatre vingt neuf mille cinq cent cinquante quatre francs est fixée au 9 octobre 1978.

Arrêté n° 391-MFE-AI du 20/10/78 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1978 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

75 Lomé Patentes ..	5.793.082	
Ca/patentes	1.163.348	
Licences	579.250	
Ca/licences	117.750	
Taxe civique	160.500	
	<u>7.813.930</u>	
		<u>7.813.930</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions huit cent treize mille neuf cent trente francs est fixée au 23 octobre 1978.

Arrêté n° 322-MFE-AI du 20-10-78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

76 Kpalimé Patentes	2.976.402	
Ca/patentes	595.237	
Licences	535.000	
Ca/Licences	107.000	
		4.213.639
77 Atakpamé Patentes	4.089.406	
Ca/patentes	817.772	
Licences	670.000	
Ca/licences	134.000	
		5.711.178
78 Sokodé Patentes	2.760.504	
Ca/patentes	276.019	
Licences	440.000	
Ca/licences	44.000	
		3.520.523
		<u>13.445.340</u>
		13.445.340

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de treize millions quatre cent quarante-cinq mille trois cent quarante francs est fixée au 9 octobre 1978.

Arrêté n° 393-MFE-AI du 20/10/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET GENERAL

79 Amlamé Patentes	1.050.500	
Licences	208.000	
		1.258.500
80 Kloto Patentes	444.618	
Licences	177.000	
		621.618
81 Atakpamé Patentes	1.049.584	
Licences	314.500	
		1.364.084
82 Haho Patentes	989.327	
Licences	422.000	
		1.411.327
83 Badou Patentes	4.253.430	
Licences	529.000	
		4.782.430
		<u>9.437.959</u>
		9.437.959

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de neuf millions quatre cent trente sept mille neuf cent cinquante neuf francs est fixée au 9 octobre 1978.

Arrêté n° 394-MFE-AI du 20-10-78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET GENERAL

99 Niamtougou I.G.R.	13.824	
100 Pagouda I.G.R.	12.384	
101 Lama-Kara I.G.R.	309.456	
102 Kantè I.G.R.	5.904	
103 Mango I.G.R.	12.960	
104 Dapaon I.G.R.	293.328	
105 Tchaoudjo B.I.C.	2.000	
I.G.R.	12.672	
		14.672
106 Bassar B.I.C.	52.000	
I.G.R.	110.530	
		162.530
		<u>825.058</u>
		825.058

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de huit cent vingt cinq mille cinquante huit francs est fixée au 9 octobre 1978.

Arrêté n° 396-MFE-AI du 25/10/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET GENERAL

111 Lomé B.I.C.	187.721.304	
F.N.I.	9.886.395	
		197.607.699
		<u>197.607.699</u>
Compte hors budget	112-36	
111 Lomé Amendes/B.I.C.	2.567.478	
112 Lomé Amendes de retard	3.600.000	
		6.167.478

BUDGET COMMUNAL

113 Lomé Patentes	9.288.585	
Ca/patentes	1.857.669	
Licences	470.000	
Ca/licences	94.000	
Taxe civique	160.500	
		11.870.754
		<u>11.870.754</u>
		215.645.931

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux cent quinze millions six cent quarante cinq mille neuf cent trente et un francs est fixée au 23 octobre 1978.

Arrêté n° 397-MFE-AI du 25/10/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

109 Bassar Patentes	367.626		
Ca/patentes	71.676		
Licences	80.000		
Ca/licences	16.000		
		535.302	
110 Sokodé TVL		4.859.508	
			5.394.810
			5.394.810

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions trois cent quatre vingt quatorze mille huit cent dix francs est fixée au 9 octobre 1978.

Arrêté n° 398-MFE-AI du 25/10/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET GENERAL

94 Bassar B.I.C.	1.000		
I.G.R.	18.144		
		19.144	
95 Sotouboua B.I.C.	55.500		
I.G.R.	126.504		
		182.004	
96 Bafilo B.I.C.	35.250		
I.G.R.	37.960		
		73.210	
97 Tchamba B.I.C.	21.450		
I.G.R.	35.136		
		56.586	
98 Sokodé B.I.C.	718.959		
I.G.R.	727.116		
		1.446.075	
			1.777.019
			1.777.019

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant la somme de un million sept cent soixante dix sept mille dix neuf francs est fixée au 9 octobre 1978.

Arrêté n° 399-MFE-AI du 25/10/78 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1978 ci-après :

BUDGET GENERAL

84 Kloto Patentes	961.364		
Licences	381.000		
		1.342.364	
85 Atakpamé Patentes	62.832		
Licences	6.000		
		68.832	

86 Sokodé Patentes	116.233		
Licences	6.000		
		122.233	
87 Bafilo Patentes	161.120		
Licences	13.000		
		174.120	
88 Tchamba Patentes	346.416		
Licences	15.000		
		361.416	
			2.068.965
			2.068.965

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions soixante huit mille neuf cent soixante cinq francs est fixée au 9 octobre 1978.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

Mise en régie

Arrêté n° 16-MTPM-CAB-TP du 16/10/78 — Est prononcée la mise en régie des travaux restant à exécuter pour l'achèvement complet du centre de santé à Agbodrafo, ayant fait l'objet du marché n° 19/77/TP passé avec l'entreprise SOGETRA.

Les travaux de cette régie seront conduits par un régisseur désigné par l'administration pour le compte et aux risques de l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de notification de la mise en régie.

Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres

AVIS DE PRESELECTION DES ENTREPRISES POUR UN APPEL D'OFFRES RESTREINT QUI SERA LANCE ULTERIEUREMENT POUR LA CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE DEVANT ABRITER LE CENTRE NATIONAL DE SANTE FAMILIALE A BELOME

1 — OBJET

La Direction des Travaux Publics du Togo envisage de lancer un appel d'offres restreint pour la construction de l'immeuble devant abriter le Centre National de

Santé Familiale de Bè — Lomé. L'appel d'offres portera sur un lot unique.

2 — DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le Centre sera un immeuble comprenant une partie à 2 niveaux et une partie à 3 niveaux, composés d'une structure en béton armé avec des murs extérieurs en brique rouge.

La superficie au sol sera de 1530 m² constitués comme suit:

REZ DE CHAUSSEE : 735 m² :

- Hall d'entrée et accueil avec rampe
- Services médicaux (consultation, soins, pharmacie, pesage etc.....)
- Locaux socio-culturels (salle de conférence, réunion, art culinaire)

PREMIER ETAGE : 702 m² :

- Bibliothèque, lecture, salle de classe, salle des professeurs

Administration (directions, secrétariats, bureau Directeur Technique — assistant social)

Planning familial, repos, laboratoire

DEUXIEME ETAGE (Partiel) 93 m² :

- Locaux disponibles en vue d'extension —

3 — DELAI D'EXECUTION

Maximum : 12 mois

4 — LIEU D'EXECUTION

LOME, quartier de BE (Togo)

— CONDITIONS DE PARTICIPATION A L'APPEL D'OFFRES

La construction de l'immeuble fera l'objet d'un appel d'offres restreint entre les entreprises choisies à la suite de la présente présélection.

Les entreprises ou groupement d'entreprises désireux de participer à cet appel d'offres restreint ultérieur devront faire parvenir leur candidature à la présélection en langue française sur papier libre par lettre recommandée ou déposée contre récépissé à l'adresse suivante.

Monsieur le Directeur des Travaux Publics — BP 335 — LOME — TOGO

Entre outre l'enveloppe devra porter en rouge au coin supérieur gauche, la mention :

« Présélection des Entreprises désirant participer à l'appel d'offres restreint pour la construction de l'immeuble devant abriter le Centre National de Santé Familiale à Bè — LOME »

6 — DOCUMENTS POUR LA PRESELECTION

Les demandes d'admission à l'appel d'offres restreint ultérieur doivent **obligatoirement** comporter les documents ci-après :

a — une déclaration d'intention de soumissionner indiquant le ou les noms et adresses de l'entrepreneur ou des entreprises d'un groupement.

b — la preuve que l'entrepreneur ou les entrepreneurs d'un groupement sont ressortissants du Togo ou des pays du code 941.

La preuve doit être fournie par un certificat attestant la nationalité (en cas de groupement un certificat pour chaque entrepreneur du groupement) selon la loi nationale applicable.

Dans le cas d'une Société ou d'un groupement, la preuve doit être fournie que le capital de ladite Société ou dudit Groupement appartient pour plus de 50% à des citoyens du Togo ou de pays inclus dans le code géographique 941 de l'US AID.

c — les renseignements complets concernant les statuts de la société ou de ses associés accompagnés de pièces dûment certifiées indiquant sa constitution.

d — toutes les justifications nécessaires prouvant que le candidat est **techniquement** et **financièrement** en mesure d'exécuter l'ensemble des travaux, en particulier ses possibilités en personnel, matériel et outillage pour l'époque de réalisation prévue : liste du matériel prévu, situation et utilisation actuelles de ce matériel délai d'acheminement, organigramme du personnel avec référence des principaux agents devant prendre une part active à la direction des travaux.

e — les indications concernant les sous-traitances envisagées.

f — les indications nécessaires concernant les travaux analogues précédemment exécutés ou actuellement en cours d'exécution et notamment leur importance, le montant approximatif, la date et la durée d'exécution ainsi que le nom du maître d'œuvre.

g — un chèque bancaire barré de 50.000 F CFA établi au nom du Bureau BETA, compte n° 050.085.41 chez la BTCI à Lomé.

Ce chèque représente le coût d'impression d'un dossier complet de l'appel d'offres restreint.

Il sera retourné aux candidats qui n'auront pas été retenus, et encaissé en contre-partie de la remise d'un exemplaire du dossier aux candidats retenus.

7 — DATE LIMITE POUR LE DEPOT DES CANDIDATURES POUR LA PRESELECTION

Les candidatures à la présélection doivent parvenir au plus tard à la date du 16 novembre 1978 à 11 heures locales — date de forclusion — à la Direction des Travaux Publics Lomé.

8 — JUGEMENT DES OFFRES

Les candidatures seront examinées par une commission comprenant un représentant de la Direction des Travaux Publics, un représentant de la Direction de la Santé Publique, un représentant du SFCEP, un représentant de l'Architecte et un représentant de l'US AID —

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la commission tiendra le plus grand compte des éléments suivants :

1) — la présentation d'un dossier **complet** comprenant tous les documents prévus à l'article 7 et **précis**.

2) — la capacité pour le candidat d'effectuer les travaux prévus

Les candidats seront informés individuellement de la suite réservée à leur demande de participation. Les décisions de la commission ne seront susceptibles d'aucun recours de la part des candidats.

9 — ENTREPRISES PRÉSELECTIONNÉES

Aucun changement ne pourra intervenir dans la composition d'un groupement d'entreprise présélectionnées sous peine de l'exclusion du groupement entier de la participation.

Les entreprises faisant partie d'un groupement ne sont donc pas présélectionnées en leur qualité d'entreprises, mais uniquement dans le cadre du groupement agréé. Une entreprise faisant partie d'un groupement présélectionné ne peut donc participer seule ou avec d'autres entreprises ou groupements agréés à l'appel d'offres restreint.

Par contre, les groupements d'entreprises agréés ou les entreprises ayant posé indépendamment leur candidature et agréées comme telles peuvent créer, entre

eux, des associations en vue de soumettre des offres conjointes et solidaires.

10. — DOSSIER D'APPEL D'OFFRES RESTREINT

Les entrepreneurs ou groupement d'entrepreneurs admis à participer à l'appel d'offres restreint (entrepreneurs ou groupement présélectionnés) recevront simultanément le dossier d'appel d'offres restreint ainsi qu'une instruction concernant la date limite pour le dépôt des offres.

12. — RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Le dossier d'offres restreint étant encore en préparation, des renseignements complémentaires ne peuvent être fournis actuellement.

Par contre, dans le dossier d'appel d'offres restreint, le maître d'œuvre indiquera les Services pouvant fournir des renseignements complémentaires.

Lomé, le 2 novembre 1978

Le Directeur des Travaux Publics,
N. AYEVA

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte de copie du Titre Foncier N° 8031 RT appartenant à Monsieur Dogbe (Joachim).

Première Insertion